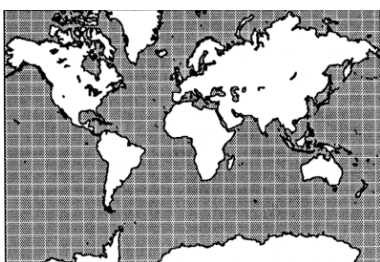


<http://www.collectiflieuxcommuns.fr/?301-violences-et-banlieues-francaises>



Violences et banlieues françaises

- Nos textes - Textes de sympathisants - Fargette G. -



Date de mise en ligne : dimanche 29 novembre 2009

Copyright © Lieux Communs - Tous droits réservés

Article paru dans le bulletin de G. Fargette Â« Le Crépuscule du XX ième siècle Â» n°17, mars 2007

Ce texte n'a rien de consensuel, ni dans le propos, ni dans la forme : il oblige pourtant à se pencher sur des réalités très déplaisantes que beaucoup d'interprétations gauchistes préfèrent occulter par une démagogie délirante et un angélisme ataviques particulièrement dangereux et sans lendemains, à l'instar des émeutes dont il est question ici.

Le point de vue tel qu'il est exprimé n'est pas le nôtre, mais bien des constats qu'il dresse sont malheureusement le mêmes que ceux auxquels nous avons affaires, jour après jour pour certains d'entre nous.

On lira pour accompagner ce texte des propos du même auteur sur le même sujet dans les années 80 dans la brochure [Â« Eléments pour une démarche politique Â»](#), ainsi que J.C Michéa [Â« La Caillera et son intégration Â»](#).

Pour le nuancer, on trouvera une multitude de documents présents sur ce site...

1. Les violences d'octobre et novembre 2005 ont été l'occasion d'une confusion médiatique et politique démultipliée, jusque dans la terminologie. La qualification de ces événements, ou plutôt leur non-qualification, a été un enjeu dès les premiers instants. Cette confusion a été facilitée par la nature profondément bizarre et ambiguë des actes de violence et des divers éléments qui leur ont servi de prétexte.

Les termes d'"émeute" ou de "soulèvement" constituent des contre-vérités manifestes (même les quatre heures de tension le 6 novembre à Grigny, où des coups de feu ont été tirés contre la police, ne peuvent être qualifiées d'émeute) [1].

2. L'accident déclencheur de Clichy , trois jeunes qui se sont électrocutés après avoir pénétré illégalement dans un transformateur EdF, concentre par sa nature même l'ambiguïté de toute l'affaire. Un an plus tard, les médias se sont acharné à utiliser la formule "ont été électrocutés", dans une vaine tentative pour trouver un moyen terme entre la version la plus paranoïaque (la police a électrocuté ces jeunes) et la littéralité des faits : ils se sont électrocutés eux-mêmes. Leur trajectoire de fuite jusqu'au transformateur a été "justifiée" par la "peur" irraisonnée qu'éprouverait "la" jeunesse devant les contrôles policiers, comme s'ils vivaient en Algérie, au Maroc, ou dans l'Irak de Saddam Hussein. Aucun écho n'a été donné au sort, somme toute anodin, qui a été réservé à ceux qui ont subi ce soir-là un contrôle d'identité dans cette ville. On peut être sûr que le moindre sévices aurait été amplifié par la machine médiatique et la rumeur publique. De fait, la plus élémentaire rigueur exige de préciser que ces jeunes ont voulu jouer aux gendarmes et aux voleurs avec la police et que le résultat a été tragique pour eux.

3. Comment expliquer leur réaction aberrante ? Comment ont-ils pu pénétrer dans le transformateur ? On a parlé de la hauteur du mur pour illustrer leur supposée "peur", alors qu'ils ont selon toute probabilité utilisé un moyen moins acrobatique pour pénétrer dans un lieu dont la fonction ne pouvait leur être inconnue. Ce détail donne une idée de l'ambiance particulière qui règne dans ces zones, où le dédain des règles et des règlements fait oublier qu'ils peuvent avoir une raison tout à fait rationnelle. Il est d'ailleurs à noter que le survivant parmi les trois jeunes "cow-boys" a pu sortir , malgré la gravité de ses brûlures, par ses propres moyens pour aller chercher du secours. Dans son état, comment aurait-il pu franchir une palissade "haute de plus de trois mètres" ?

Personne ne veut par ailleurs relier cette excitation de groupe à la période du ramadan finissant, alors que c'est un

moment de tensions de plus en plus manifeste au fil des années. La rumeur mensongère de la mort du troisième gars de Clichy a alimenté les premières manifestations de violence. Et la manière hystérique avec laquelle les islamistes ont tenté d'utiliser le fait que des gaz de grenade lacrymogène avaient pénétré dans une "mosquée" un des soirs qui a suivi (un hangar anonyme qui, vu de l'extérieur, n'a nullement l'allure d'un lieu de culte) conforte l'impression d'hystérie collective. A chaque seuil d'extension, force a été de constater le rôle de rumeurs parfaitement infondées. Il s'agit là d'une ambiance qui évoque davantage l'irrationalité des foules orientales que les caractéristiques des mouvements sociaux européens.

La contagion violente des jours suivants est inexplicable si l'on ne prend pas en compte cette ambiance tendue qui s'amplifie au fil des quatre semaines du "jeûne" musulman, si particulier (de fait, les musulmans ne jeûnent pas vraiment, puisqu'ils reportent l'alimentation à la nuit) et qui est devenu hégémonique dans certains quartiers, alors que la véritable pratique religieuse y demeure restreinte, quoi qu'en disent les islamistes. Certains des auteurs d'actes violents ont ouvertement déclaré dès les premiers jours que la mort des deux jeunes, comme les gaz lacrymogène aventurés dans une "mosquée", constituaient bel et bien des prétextes pour leurs opérations. Le cynisme s'apprend vite, les prétextes succédant aux prétextes. De fait, l'honnêteté la plus élémentaire implique de reconnaître que n'importe quelle raison aurait pu jouer un rôle de déclencheur.

Personne n'a osé utiliser la formule "violences du ramadan" 2005. Il était pourtant vraisemblable que cette période qui se déroulera au début de l'automne lors des années suivantes (elle remonte de quelques jours par an), constituerait un moment propice à de telles flambées. Ce point s'est vérifié en octobre 2006, en reproduisant le caractère à la fois injustifiable de nouvelles violences et leur dimension ultra-minoritaire, avec toujours pour signe distinctif une manie incendiaire délibérément assassine (quand on met le feu de cette façon à des autobus en service, l'intention homicide est patente, même si l'incapacité profonde de ces prédateurs les empêche le plus souvent d'atteindre le résultat "logique" du forfait). Mais la nature de la victime de Marseille, une jeune sénégalaise atrocement brûlée, a cette fois levé l'omertà qui entourait encore ces comportements : ce sont bel et bien des gens issus de l'immigration qui sont les premières victimes de ces commandos. Pourquoi des tueurs d'immigrés, quelle que soit leur origine, devraient-ils bénéficier de l'impunité ?

4. L'ambiguïté de ces violences est de même nature que celle de plusieurs autres développements récents, dont deux ont pris une tonalité particulière :

- la question du voile en 2003-2004
- les agressions dirigées contre les participants au mouvement lycéen dans la région parisienne au printemps 2005, puis contre ceux le mouvement opposés au CPE (principalement étudiant, et marginalement lycéen) en mars-avril 2006.

A l'instar de ces surgissements bizarres, les actes de l'automne 2005 ne peuvent que susciter des divergences surprenantes et révélatrices de fossés nouveaux. Ils contribuent inévitablement à préciser les nouvelles lignes de démarcation en voie de cristallisation.

5. Le caractère ultra-minoritaire des acteurs dans les 300 communes qui ont été le théâtre de leurs raids en octobre-novembre 2005, soit un pour cent de l'ensemble des communes françaises, et l'absence totale d'éléments féminins dans leurs rangs amènent à considérer que l'argument présentant ces actes comme une réaction des "plus défavorisés" tient de la facilité mensongère. Ce faible nombre des auteurs de violence (quelques centaines véritablement déterminés, entourés de connivences se montant à quelques milliers, parmi lesquels se comptent certainement le plus grand nombre des arrestations, sans oublier ceux qui ont pu être interpellés sans avoir rien fait) amène à considérer qu'il s'agit bel et bien d'opérations squadristes. Comme pour le 8 mars 2005, où la manifestation lycéenne de Paris a été militairement détruite par des groupes diffus, il s'agit d'un squadriste largement spontané, et par conséquent promis à un avenir certain. Les coups de main de la fin octobre 2006 contre les autobus de banlieue, qui nuisent terriblement et principalement aux populations locales, exclusivement pauvres, n'ont fait que confirmer

cette dimension squadrisme, en l'aggravant. Mais déjà, les appels sur internet dans ces journées de novembre 2005 à organiser une gigantesque "*hagra partie*" pour toute l'Ile de France ("*hagra*" : mépris, humiliation) traduit assez bien les intentions qui animaient les auteurs de violence.

6. Les actes d'octobre et novembre 2005 (qui, aux dires du stalinoïde Moulrier-Boutang, feraient de ces moments quelque chose d'équivalent à mai 68 !) ont pris pour cible non pas des symboles de l'État (en quoi des pompiers, des écoles maternelles, des crèches, une pauvre entreprises de moquette, seraient-ils des symboles de l'État ?), mais des objectifs dont la caractéristique commune était d'être vulnérables. C'est précisément à ce genre de trait que se reconnaît un squadrisme : frapper en priorité des cibles faciles, sans trop se préoccuper d'une quelconque logique. Il s'agit d'affirmer sa prépotence dans une zone donnée en inspirant une terreur la plus imprévisible possible.

7. L'indignation également toute rhétorique devant les réactions policières face à cette situation de guérilla diffuse devrait se poser la question suivante : que se serait-il passé en Algérie, au Maroc, en Tunisie, pour ne parler que de pays géographiquement proches, si de telles exactions s'y étaient déroulées ? Il est évident que les réactions policières et militaires auraient été d'une dureté extraordinaire, conforme à la routine suffocante qui est de mise dans ces régimes ; qui plus est quand il s'agit de réprimer des éléments principalement d'ascendance étrangère [2]. Quand on sait comment de simples protestations contre la faim sont traitées là-bas, on se dit que les vertueux indignés d'ici ont le regard très sélectif. L'affirmation idéologique de Mouslier-Boutang prétendant que Sarkozy aurait voulu faire une boucherie et qu'il n'en a pas trouvé l'occasion évoque le style des mensonges des pro-chinois, si courant il y a trente ou quarante ans. Ce dérapage, forme de renvoi totalitaire, est d'ailleurs révélateur de l'idéologie stalino-gauchiste qu'il formule avec tant de franchise et de maladresse [3].

8. La retenue immense de l'État français et surtout de la population victime de ces exactions (tout de même 9 morts, au total, si tout a été révélé [4]) est un élément de premier ordre à inclure dans la discussion de ce qui s'est passé. Cette retenue est en réalité la principale dimension à examiner : comme le remarquait E. Todd dans un article de novembre 2005 [5], la république française a fait en sorte de ne pas tirer sur ceux qu'elle s'efforce de considérer comme ses enfants. Il est à craindre que l'humeur publique ne prenne cette retenue pour une démonstration de faiblesse. Et, comme d'habitude, l'élément le plus remarquable de la situation est venu non de ce qui attire la mise en scène médiatique, mais de réactions discrètes : la réaction civique diffuse de populations variées qui se sont mobilisées de façon largement improvisée ou décentralisée pour protéger les bâtiments qu'elles jugeaient les plus précieux pour leur commune. Cette mobilisation a été à l'origine de la décision du gouvernement de proclamer à partir du 8 novembre 2005 un "couvre-feu" potentiel, à discrétion des préfets, finalement peu utilisé. Les services des Renseignements généraux (cette police politique plus ou moins honteuse d'elle-même) avaient en effet noté qu'en de nombreux endroits s'amorçait une logique de prise en main locale de la défense collective. Il y a sans doute eu beaucoup plus de gens pour agir de cette façon que d'éléments violents. Les stalino-gauchistes et les vestales du politiquement correct préfèrent escamoter cet aspect symptomatique, qui invalide leurs attentes de soulèvement social magique. La réaction de l'État a donc une fois de plus consisté à favoriser la passivité du plus grand nombre, à dissuader les réactions de sursaut, et à se montrer indulgent pour les meurtriers potentiels ou réels.

9. On a pu dire du 8 mars 2005 qu'il avait montré en concentré ce qui a lieu de façon routinière, diluée, mais de plus en plus dense. En ce sens, et les chiffres qui ont finalement surgi publiquement sur les incendies de véhicules en "temps normal" (une centaine par nuit en moyenne dans le pays) l'ont confirmé, les violence d'octobre et novembre 2005 n'ont elles aussi fait que concentrer des opérations qui sont déjà constamment inscrites dans la réalité quotidienne des agglomérations les plus diverses.

L'impuissance policière à enrayer le regain des incendies de véhicules au moment des fêtes de la fin de l'année 2005, alors que le "couvre-feu" potentiel avait été prorogé, montre à quel point la tendance est lourde. Depuis, ces chiffres sont devenus une espèce de secret d'État.

10. Les affaires de rames de train bouleversées par des "bandes" (situation où n'importe quel dérapage tragique pourrait se produire), comme les agressions croissantes d'enseignants (jusqu'à une tentative presque réussie

d'éventration d'une professeure en décembre 2005 [6]), montrent que le processus entamé s'est poursuivi et qu'il faut s'attendre à des développements aggravés. Le cas de la professeure mentionnée est profondément symbolique : elle incarne la population abandonnée sans défense, livrée pieds et poings liés à ceux qui se posent toujours en "victimes" et qui profitent avec cynisme de la "culture de l'excuse" qui domine dans les médias et dont les stalino-gauchistes sont les porte-parole les plus zélés (cette "culture" tend à devenir chez eux un sacerdoce tant elle paraît irréaliste).

11. Certains ont fini par affirmer vouloir la démission de Sarkozy. Ils ont obtenu l'effet exactement inverse. Sarkozy avait su reprendre, à Argenteuil le 25 octobre, le mot "*racaille*" [7], employé par une femme d'origine maghrébine, soit deux jours avant que n'éclate l'affaire des électrocutés de Clichy, le 27 octobre (là encore, Moullet-Boutang et tant d'autres stalino-gauchistes, mais aussi de nombreux médias inversent l'ordre des faits pour mieux coller à un hypothétique public). Il est devenu l'enjeu d'une polémique de mauvaise foi qui l'a considérablement renforcé. D'une certaine façon, il a pris sa stature d'homme d'État en prononçant ce mot. Et chaque incendie l'a rapproché du poste qu'il convoite tant. Les postures indignées des stalino-gauchistes demandant son départ se sont éteintes d'elles-mêmes dans les premiers jours de novembre, tant cette "exigence" paraissait décalée avec la réalité ! Pour bien comprendre le jeu étrange qui se joue entre oligarchie et underclass, il suffit de comprendre que Sarkozy finira par livrer toujours plus les banlieues aux islamistes et aux pégreux, en aggravant la logique qui prévaut de fait aujourd'hui. Le sous-ministre Azouz Begag, qui n'a été embauché que pour le décorum, a sentencieusement expliqué qu'il ne faut pas utiliser le mot "*racaille*", alors que ce tâcheron de la sociologie l'avait lui-même allègrement employé dans une tribune du *Monde* du 8 mai 2002 ! Cet intellectuel fonctionnaire parlait en service commandé, sur ordre du premier Ministre Villepin, qui a dès le départ des violences cherché à utiliser la situation pour miner Sarkozy, son rival. Cet antagonisme au sommet de l'État a d'ailleurs largement contribué à encourager l'extension des violences, leurs auteurs ayant rapidement constaté la mollesse de la réponse institutionnelle à leurs entreprises. Sarkozy a joué tous les rôles parce que les autres ne faisaient strictement rien. Et il fallait lire la presse étrangère, notamment américaine, avec le *New York Times*, pour trouver un jugement incisif sur l'inertie de Chirac, le très théorique Président de la République, où il était surnommé "l'homme invisible".

12. Dans cette affaire, l'underclass a ouvertement revendiqué la racaille comme modèle et elle entend bien ne tolérer aucune critique. La thématique du "respect" est à cet égard terriblement révélatrice : qui commence par respecter qui ? Les prédateurs, aspirants ou établis, savent très bien qu'on ne respecte que ceux que l'on craint. Une telle convergence entre oligarchie et underclass n'est pas de l'ordre du complot : la société des bas-fonds actuels agit sur le même terrain que l'oligarchie et suit les mêmes lignes de force. Ces deux pôles ne cessent d'être complémentaires. Mieux, ils prennent la société en tenaille. Qui pourrait imaginer que, dans le contexte des raids squadristes, un mouvement social réfléchi et agissant soit envisageable ? La manière dont le mouvement lycéen a été asphyxié en région parisienne en 2005, ou dont le mouvement anti-CPE (si ambigu) a souffert en mars-avril 2006, toujours dans la région parisienne, est une démonstration grandeur nature de ce qui ne va cesser de se présenter. Il n'y a plus seulement impuissance à créer une action collective concertée est durable : il existe des pôles de plus en plus audacieux qui jouent un rôle actif de liquidation des réactions collectives concertées.

13. La manière dont les islamistes ont immédiatement joué (en se proposant d'ailleurs comme "pacificateurs" et "intermédiaires") est lourde de potentialités sinistres. Leur propension à prétendre que c'est l'islam tout entier qui avait été insulté par les gaz lacrymogènes d'un soir à Clichy évoque des échos tristement familiers. Le "*Allah(ou) akbar*" résonnant le soir du 1er novembre 2005 dans une cité de cette commune doit être pris comme un avertissement significatif, qui a suscité une effroi diffus parfaitement justifié. Les éléments sont là, à l'état à peine latent : bien que fort peu de bruit a été fait sur la singularité d'Evreux, tant elle pourrait devenir annonciatrice de sombres développements, les actions violentes commises dans cette ville ont été exclusivement orientées contre des non-musulmans.

Comme on pouvait s'y attendre, les plus organisés sur le terrain de l'islam politique (les partisans de Tarik Ramadan entre autres) tentent, depuis, de capitaliser une influence, en exigeant par exemple l'amnistie des personnes arrêtées et condamnées. Ces militants islamistes sont cependant fortement handicapés par leur position sociale éloignée des banlieues pauvres. Mais les quelques gauchistes qui tentent de surenchérir sur ce terrain ne peuvent

faire le poids. A la différence des islamistes, ils ne peuvent développer une idéologie qui justifie en coulisse les actes de violence contre une "société impie". Le plus cynique et le plus brutal des stalino-gauchistes n'est pas concurrentiel sur ce terrain.

14. Une armée de "sociologues", tous plus spécialistes des banlieues les uns que les autres, s'est rapidement abattue sur les médias avant même que cessent les actes de violence. Ils ont désespérément tenté de se trouver un rôle, en se posant en psychanalystes de la société (un Stéphane Beau est l'un des plus caricaturaux dans le genre), et se sont simultanément comportés comme les avocats de ces "jeunes révoltés", aggravant toujours plus le mélange des genres dans leur recherche éperdue d'un rôle public. Ce positionnement leur impose de surenchérir dans la "culture de l'excuse", sans comprendre que cela contribue à repousser sans cesse la limite de l'impunité que testent ces prédateurs, et que cela prive les populations immigrées, principales victimes de ces comportements, de faire entendre une réaction sociale qui puisse contenir ces attitudes. Comment les agresseurs ne se sentiraient-ils pas confortés, jour après jour quand des intellectuels patentés ne cessent de réclamer leur absolution ? Malgré toute leur démagogie, les "sociologues" complaisants et autres compagnons de route ne peuvent, non plus, faire le poids face à la thématique mensongère des "indigènes de la République", autre opération initiée par les Ramadanistes et si aimablement relayée par quelques dinosaures du stalinisme. Tous ces totalitaires ont confirmé leur capacité à inverser la réalité : pour eux, les banlieues seraient comme les colonies de l'empire français. Même un imam bordelais présenté comme "modéré" a osé entonner ce couplet dans une émission de télévision, avant de se trouver le souffle coupé par une remarque de bon sens : le malheur des banlieues n'est pas d'être "occupées" mais quelque peu abandonnées par l'État français. Mais cette estimation mérite elle aussi d'être nuancée, quand on sait que la commune de Clichy-sous-Bois concentre à elle seule 20 % de l'ensemble des aides de l'État aux communes françaises ! Il va de soi que dans l'esprit des promoteurs de ces fadaïses, il s'agit, à l'inverse, d'aboutir à l'occupation islamiste de zones entières, qui fonctionneraient à l'écart de la société.

15. Il est remarquable que la rage dont ont fait preuve les auteurs de violence ait eu beaucoup à voir avec des aspects profondément racistes. Sur le 8 mars 2005, depuis l'article de Luc Bronner dans *Le Monde*, l'affaire est tranchée. En octobre et novembre 2005, seul le même type de rage peut expliquer certaines obsessions et certains actes. Ces prédateurs racialisent en effet les différents qu'ils affectent de considérer comme décisifs. Mais à l'instar des nazis (cf Goebbels : "*est juif celui que nous désignons comme juif*"), ils n'hésitent pas à "bolosser" (traiter comme un blanc) le maghrébin ou le noir d'Afrique qui ose se conformer à des logiques de réciprocité sociale. Car c'est bien là que se situe le point crucial : l'*underclass*, en cours d'affirmation collective, ne veut à aucun prix entrer dans un jeu de réciprocité sociale. Ses caractéristiques ne sont donc pas raciales, malgré ce qu'elle revendique pour elle-même.

16. La disparité des situations où les violences se sont déroulées a rendu très difficile aux yeux des journalistes et des commentateurs stalino-gauchistes d'attribuer une cause circonstanciée aux événements. Le ridicule de ceux qui s'y sont essayés (tel incendie de magasin viendrait de ce qu'il n'a pas embauché des gens de la cité voisine, alors que ses employés étaient eux-mêmes d'origine immigrée) laisse pour le moins dubitatif sur la capacité de raisonnement du militant si désireux de rationaliser ce qui n'est pas de l'ordre du rationnalisable. Cette illisibilité apparente des événements a laissé le champ libre à la thématique de la "question sociale", vague tarte à la crème idéologique qui permet d'expliquer tout et rien. En revanche, si l'on part d'une lecture pragmatique qui refuse l'idéalisation des auteurs de méfaits, il apparaît que l'ensemble des violences de l'automne 2005 servaient d'abord à affirmer un pouvoir sur une zone. Il existe bien une logique qui rend compte des diverses étrangetés de la situation, mais elle ne cadre pas avec les théories admises. Certains éléments mettent pourtant sur la voie. Là où des bandes pégreuses étaient fortement établies, et dans les cités à forte implantation islamiste, il n'y a pas eu de violence notable. Les violences ont, de fait, eu lieu dans les zones où les échelles locales de souveraineté étaient incertaines. Il y a tout lieu de penser que certaines zones mal contrôlées ont été la cible de bandes "extérieures" désireuses de mettre en évidence cette fragilité locale [8].

17. S'il est intéressant de voir tant de stalino-gauchistes expliquer gravement qu'il y a derrière tout cela une "question sociale", dont ils détiendraient la clé explicative et qui serait comme leur monopole, c'est dans la mesure où ils se

gardent bien de poursuivre leur raisonnement : l'affaire n'en reste jamais au stade du social quand elle en part, et se déverse aussitôt sur un terrain anthropologique. Les éléments sociaux sont instrumentalisés par d'autres logiques parce que, dans une terminologie marxisante, il n'y a plus aujourd'hui de classes "pour soi". C'est cela l'énigme de l'époque, et elle est durable. La société est si profondément émietlée que c'est à partir des impuissances multiples qu'il faut comprendre ce qui se produit. Comme l'a écrit Jean Pierre Legoff, il y a déjà dix ans, la France est un pays où plus personne n'a confiance en personne. Tirer toutes les conséquences d'une telle remarque permet d'éviter la répétition pieuse de niaiseries sur la "lutte de classe". Il y a en permanence des centaines de logiques et de "camps" à l'oeuvre. Cette atomisation de la société, résultat d'une guerre de classe non résolue qui a duré un siècle et demi, demeure particulièrement incomprise des stalino-gauchistes, qui s'accrochent à leurs vieilles rhétoriques en s'imaginant qu'à force de les répéter, la réalité s'infléchira dans le sens escompté, et que cela permettra d'effacer les crimes immenses qu'ils ont commis contre les mouvements sociaux les plus divers, sous toutes les latitudes. Il y a du rituel religieux là-dedans, mais à un degré de sclérose qui ne laisse subsister que le rituel. Ces gens peuvent se définir au schéma figé qu'ils s'efforcent de plaquer sur toutes les situations. Il leur faut toujours asséner cet article de foi : il n'y a que deux camps et qu'il faudrait "*faire un choix de camp*" (sic). Ils oublient simplement que dans la complexité contemporaine, les ennemis (plus ou moins apparents) de nos ennemis ne sont pas nécessairement nos amis et que cela fait longtemps qu'il en est ainsi.

18. Il n'est pas simplement scandaleux de laisser entendre ou de proclamer que tout le problème vient de ce que la société française serait raciste et qu'elle ferait en sorte de reléguer les immigrés dans des quasi-ghettos. Même si le résultat se rapproche (de loin) d'une telle séparation sociale, le mécanisme est bien différent : on ne saurait trop recommander la lecture du "*Ghetto français*", d'Eric Maurin (sous-titre : enquête sur le séparatisme social), qui montre qu'en réalité toutes les couches sociales se fuient les unes les autres en tentant de se hisser au niveau de celle qui lui est immédiatement supérieure (et qui s'en défend le plus possible). Les nouveaux venus dans une telle société font, de ce fait, face à des difficultés majeures sans qu'il y ait besoin ni de complot ni de racisme (même s'ils ne parviennent pas à trouver d'autre "raison" à leurs espoirs déçus).

Flatter le victimisme et la complainte conspirationniste est devenue la dérobade ordinaire des stalino-gauchistes. C'est surtout ne pas comprendre que la situation est verrouillée par des mécanismes diffus, qu'aucune mesure volontaire de l'État ne peut infléchir.

19. C'est le rapport avec la société de consommation qui détermine les comportements collectifs les plus décisifs. L'adhésion à celle-ci demeure en effet la référence centrale, mais cette adhésion n'est pas simplement matérielle. Cette forme social-historique symbolise le seul type d'abondance qui ait pu être atteint dans les sociétés industrielles. Elle suscite de ce fait une attirance métaphysique et anthropologique méconnue. Comme cette abondance très hiérarchisée est désormais accessible à un nombre décroissant de gens, les gains sont fonction du contrôle que chaque couche parvient à exercer sur les instances de redistribution. La mutation du keynésianisme en keynésianisme différencié s'est instaurée silencieusement à partir des années 1970. Mais les gauchistes résiduels, et une grande partie de la mouvance "altermondialiste", ont hérité de leurs prédécesseurs d'il y a 30 ans la même incapacité à réfléchir sur cette société de consommation : elle n'est à leurs yeux qu'un contre-temps que l'on dénonce les jours de fête, et que l'on oublie le reste du temps, en espérant que les flux de l'histoire finiront par rejoindre miraculeusement les schémas tracés par les grands ancêtres totémisés. Ses évolutions leur apparaissent comme l'annonce de son évaporation, alors que l'hégémonie de ses logiques ne cesse perturber de façon irréversible le cours prévu ou espéré pour l'histoire.

20. Dans une société saturée par l'industrie du divertissement, qui produit un substitut industriel aux antiques dérivatifs religieux, les événements sont nécessairement profondément affectés par la mise en scène de leur image. Le rôle constamment pernicieux des médias en octobre et novembre 2005 peut se résumer en une remarque : ceux-ci ont affecté de considérer cette frange de l'underclass, qualifiée de "racaille" dans les banlieues, comme les représentants de fait des couches de population immigrées et de leurs descendants. Non seulement ces jeunes gens ont été au-devant des représentations véhiculées par le Front national, mais la machine médiatique n'a voulu voir qu'eux. Les ouvriers qui ont perdu leur travail, leur véhicule éminemment utilitaire, etc., ont été escamotés de façon compacte. Une anecdote révélatrice dit tout : en mars 2006, une manifestation du mouvement contre le CPE qui

avait abouti à la place des Invalides, à Paris, s'est transformée en champ clos d'agressions des manifestants par les bandes. Un ouvrier, d'accent étranger, s'indignant que sa voiture ait été détruite sans raison se vit répondre par une jeune syndicaliste étudiante au raisonnement sommaire : "*c'est cela, la lutte des classes !*" et cet ouvrier d'âge mûr à l'accent étranger, décidément capable de répartie et de bon sens lui fit la réponse qui s'imposait : "*la lutte de quelles classes ?*". En novembre 2005, non seulement l'aiguillon médiatique a contribué à étendre les violences (nombre de bandes de quartier estimant avoir à défendre leur "réputation" supposée), mais les victimes elles-mêmes ont été passées sous silence ou déclarées avec un retard considérable. La femme handicapée qui a failli brûler vive dans l'incendie du bus où elle se trouvait le 29 octobre 2005 a été rapidement oubliée, le couple de personnes âgées sauvées in extremis par les pompiers de l'incendie qui avait gagné leur pavillon, sans parler de cet ouvrier tunisien tué par une "chute d'haltères" dans un cité de Nice, ont eu droit à d'anonymes entrefilets. Mais le plus fort a tout de même été l'escamotage de la mort d'un groupe de quatre personnes, exterminé dans un incendie criminel à Roubaix [9]. Dans les "débats" télévisuels qui ont été organisés dans les semaines qui ont suivi, toutes ces victimes n'existaient plus que comme des ombres, tandis que les rappeurs appelant à la violence, des "animateurs" soi-disant modérateurs (comme celui de Clichy, Samir Mihi, qui jugeait que les gaz lacrymogènes avaient insulté l'islam en envahissant la mosquée invisible de sa commune) étaient écoutés avec une complaisance stupéfiante. La culpabilisation des victimes de ces violences est une caractéristique du discours stalinoïde, qui admire en secret le fait accompli prédateur. Là au moins, une action est possible : il est aisé de délégitimer de telles postures et de tels discours. Leurs porteurs considèrent que seule une "droite" peut oser les critiquer, alors que c'est bien de leur gauche qu'ils sont le plus vulnérables. A ce propos, il faut mentionner l'ouvrage de Caroline Fourest : "*La Tentation obscurantiste*" [10], qui ne prend pas tout à fait la mesure du problème, elle voudrait tant trouver un "camp progressiste", mais qui fournit une analyse symptomatique irréfutable des compromissions liberticides de ceux qui composent la nébuleuse stalino-gauchiste, auxquels les altermondialistes sont de plus en plus subordonnés.

21. Dans la mesure où le processus n'en est qu'à ses débuts, nombre de jugements demeurent suspendus aux développements ultérieurs. Mais la jonction de cette mince frange violente (qu'aucun travail ne pourrait évidemment satisfaire, contrairement à ce que prétendent ses avocats sociologues) avec des milieux djihadistes est désormais probable dans un délai assez court (deux ou trois ans). Le point où ces jeunes se trouvent aujourd'hui a peu d'importance : c'est là où ils en seront à moyen terme qui importe (les "conversions" ou les "retours à l'islam" doivent être suivis comme des indices de cette évolution). Une partie de ces sections spontanées de la barbarie mondialisée se transformeront donc en légions du crépuscule, le moment venu. Ils serviront d'idiots utiles et de chair à canon aux djihadistes aguerris. Il suffira de quelques centaines de ces esprits à la dérive pour transformer qualitativement l'actuelle situation, glauque, en un paysage dévasté. Une telle hypothèse est diffuse : dans le pays profond, elle n'est pas taboue. Seul le pays formel (dont font partie, quoi qu'ils en disent, les sociologues et les stalino-gauchistes) affecte de ne pas l'envisager. Et selon des critères et des rythmes différents de la rue, une réponse se cherche, comme pour l'affaire du voile. La loi sur les signes religieux à l'école a représenté une tentative de coup d'arrêt symbolique, non violent, mesuré, aux vellétés intégristes. Cela suppose que la pression institutionnelle et l'influence majoritaire écrasante suffira à dissuader les dérives islamistes. Le surgissement d'un filet djihadiste chez de jeunes musulmans en France, qui s'étaient apparemment mobilisés sur cette affaire du voile en 2004 et qui ont ensuite tenté de rejoindre l'Irak, démontre que la contradiction s'approfondit et qu'il sera très difficile de l'endiguer par des méthodes régulières. Les comportements à la violence incompréhensible deviennent ainsi le meilleur argument pour un renforcement des fonctions répressives. La guerre asymétrique mondialisée ne peut que percoler au sein des États d'Europe, selon des voies dont la variété défie les capacités de prévision. Mais là, un canal supplémentaire de communication vers la guerre des civilisations, théorisée et prônée depuis 1928 par les Frères musulmans, est visiblement ouvert.

22. Le lien entre les incendiaires et l'état d'esprit de leur milieu, pourrait être qu'ils en recrachent la tonalité interne. La société française serait sanctionnée pour n'être pas à la hauteur du mythe qu'elle a tissé pour elle-même et qu'elle brandit comme une marque de fabrique. Il s'agirait moins d'une protestation sociale que d'une soif de revanche collective devant la lenteur à la réalisation des "promesses" ou des "illusions" que la société de consommation a fait miroiter. Dans le monde rêvé de cette société, tout devrait aller vite, apporter une prospérité sans efforts et sans revers. Tout retard serait synonyme de frustration absolue. Or, les immigrants des générations

antérieures n'ont pas accédé, sauf exception rarissime à des postes de commandement, et même pour les "Français de souche", il a presque toujours fallu des parcours de trois ou quatre générations pour que ceux qu'une telle ambition peu reluisante ne rebutait pas accèdent à des situations "importantes".

La haine fascinée de la société occidentale puise là un de ses aliments les plus puissants. Le mouvement ouvrier, qui est structurellement issu de cette société, est disqualifié par avance et ne peut plus représenter une issue. Son ressort a de toute façon été brisé depuis longtemps par le stalinisme. Mais ce "malentendu" fondamental entraîne une logique qui n'est que rarement exprimée et théorisée (voir les paroles de ce rappeur proclamant à l'été 2005 : "*La France est une garce, n'oublie pas de la baiser jusqu'à l'épuiser, comme une salope faut la traiter, mec.*") [1]. Il s'agirait moins de prolonger et de reproduire la société d'accueil que de la piller, en s'imaginant que cette poule aux oeufs d'or, où les population d'origine les plus diverses ont appris depuis plus de mille ans à travailler dur, produira toujours, comme par miracle. L'industrie du divertissement, avec son exaltation des diverses mafias et gangsters et l'escamotage du monde réel du travail organise un pilonnage permanent en ce sens. Postuler un lien "organique" entre cette "racaille" actuelle ou à venir et son milieu social qui en est la victime la plus directe, c'est au fond nourrir le discours du Front national, mais le plus important est plutôt de savoir si la réalité va au-devant de ce discours. Et si oui, de comprendre pourquoi.

Paris, janvier 2006 (revu en mars 2007)

[1] Sans aller chercher des théoriciens très chevronnés de l'histoire, il suffit de mentionner que dans ces journées, la préfecture de Seine-Saint-Denis parle d'opérations de harcèlement, et non d'émeutes (*Le Monde* du 2 novembre 2005).

[2] Dès le début de ces trois semaines de violences, il s'est trouvé un imam, Hassan Hamiti, de la mosquée el-Irchad d'Aulnay-sous-Bois, pour déclarer le 4 novembre dans son prêche : "*Il faut cesser la violence, allez le dire autour de vous ! Nous avons plus de droits ici que dans nos pays d'origine*".

[3] Voici les références de ce morceau d'anthologie : Yann Moulier Boutang, *La révolte des banlieues, (ou les Habits neufs de la république)*, éd. Amsterdam. Ces éditions s'étaient déjà illustrées par la publication de textes stalinoïdes favorables au port du voile en 2003-2004.

[4] Le nombre de morts (les blessés, ceux dont les véhicules ou les appartements, voire le pavillon, ont été brûlés ne sont connus que des services de l'État, qui se garde d'en faire la publicité) peut aujourd'hui être estimé à 9 (neuf) personnes : davantage que lors de la manifestation de Charonne, mais il ne s'agissait cette fois ni de manifestants ni de protestataires en démonstration...

- Y. Le Chenadec, ce retraité frappé à mort en bas de chez lui
- JC Irvoas, le photographe de réverbère, frappé à mort, parce qu'il résistait à une agression. Il n'a eu droit ni aux fleurs ni aux couronnes, par crainte de profanation !!!
- les 4 personnes victimes de l'incendie criminel de Roubaix
- l'employé d'un lycée de Trappes, asphyxié en tentant d'éteindre un incendie de voitures
- un homme d'origine tunisienne atteint par une haltère jetée du haut des toits dans une Cité de Nice
- une personne morte (étudiant étranger, semble-t-il, peut-être chinois) dans un incendie criminel à la cité universitaire de Besançon.
- Enfin, la femme handicapée qui a failli brûler vive dans un autobus incendié le 2 novembre est également oubliée.

[5] E. Todd, *Libération* du 12-13 novembre 2005

[6] Karen Montet-Toutain a été l'objet de la sollicitude de nombreux élèves, effarés par l'agression dont elle avait été l'objet (7 coups de couteau dans le ventre), mais le petit milieu mâle qui s'amusait à la harceler en cours continuait à se montrer goguenard devant les caméras, même après ce qui était arrivé !

[7] Le reproche fait à Sarkozy d'avoir employé le mot "racaille" en écho aux paroles d'une femme maghrébine excédée par les exactions

capillaires que subit sa Cité, remplit une fonction : à travers Sarkozy, ministre de l'Intérieur peu sympathique autour duquel se sont rassemblées les forces de la république occulte et qui peut désormais prétendre devenir le prochain président de la République, ce sont les adultes des Cités qui sont visés. L'étroite frange de la jeunesse qui s'identifie à la pègre de ces lieux prétend interdire aux adultes qui y vivent de formuler la moindre critique à leur égard. La rage contre le ministre de l'Intérieur tient largement au fait qu'il a répercuté de façon hautement publique ce jugement formulé depuis si longtemps dans les banlieues, au point que ce terme y est devenu une banalité et que tout un chacun sait parfaitement ce qu'il désigne, y compris et surtout les "intéressés".

[8] Il a été remarqué que la Cité Pablo Picasso de Nanterre, réputée être la plaque tournante du trafic de cannabis en région parisienne, a été épargnée par le moindre désordre en 2005. L'incendie d'un autobus fin 2006 à proximité de celle-ci confirme que ces actes sont avant tout des leviers d'influence entre bandes rivales, désireuses de montrer leur contrôle ou l'absence de contrôle des concurrentes sur une zone donnée.

[9] Cet escamotage n'a été enfreint que par un nombre restreint de médias, en décembre 2005. L'article du *Figaro* du 23 décembre 2005, est une exception dans la presse nationale. Le passage du maire de Roubaix, au début des journaux télévisés de 20 h sur les deux principales chaînes de télévision, pour répondre aux questions de journalistes, n'a pas endigué l'amnésie volontaire et collective. Il est remarquable que même des intellectuels censés s'informer par eux-mêmes ont préféré ne rien savoir. Regarder la réalité en face était décidément difficile.

[10] éd. Grasset. L'auteure rappelle de façon convaincante que les compagnons de route de l'islam politique répètent point par point les ficelles qui servirent à leurs congénères à nier le totalitarisme soviétique. Elle veut croire que l'on peut définir un "progressisme authentique", mais en oubliant ou en ignorant que le terme de "progressisme" ressort de l'arsenal des politiques de Front populaire appuyées par les staliniens dans les années 1930, lorsqu'ils ont dû faire face au désastre de leur politique "classe contre classe" qui avait permis l'avènement du nazisme en Allemagne. Le "progressisme" était une espèce de réduction hypocrite des ambitions de libération pour le genre humain. Tout était ramené à des déclarations d'intention pour participer au long cheminement vers l'émancipation sociale.

[11] L'auteur de ces paroles impérissables, Richard Maleka, est un rappeur, "Monsieur R", qui a été très aimablement invité dans une émission télévisée, à la suite des violences de l'automne 2005.